



Tous droits réservés

PROCEDURE CIVILE

Séance 2 - L'action en justice

I.	Les droits qui ressortent du procès civil	3
A)	Le droit d'être entendu	3
B)	Le droit à un recours effectif	3
1)	Le droit d'agir en justice	3
2)	Le droit d'agir à tort	4
3)	Nul n'est obligé d'agir en justice	4
II.	Les conditions de l'action en justice	5
A)	Le caractère direct et certain de l'intérêt à agir	5
B)	Les personnes pouvant agir	5
1)	La qualité pour agir du demandeur	5
2)	L'habilitation	6
III.	La compétence des juridictions	8
A)	La compétence matérielle	8
1)	Les compétences du tribunal judiciaire	8
2)	Les compétences exceptionnelles	9
3)	Les conflits de compétences	9
B)	La compétence territoriale	10
1)	Le principe	10
2)	Les tempéraments	10
IV.	Les sanctions des règles de compétences des juridictions	11
1)	Les conditions et cas d'incompétence	12
B)	Les recours et les solutions	13
1)	Le dispositif	13

2) Le TJ.....	14
---------------	----

« L'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention, sous réserve des cas dans lesquels la loi attribue le droit d'agir aux seules personnes qu'elle qualifie pour élever ou combattre une prétention ou pour défendre un intérêt déterminé » (**art. 31 CPC**).

I. Les droits qui ressortent du procès civil

A) Le droit d'être entendu

L'**article 30 al.1 du Code de procédure civile** « L'action est le droit pour l'auteur d'une prétention d'être entendu sur le fond de celle-ci afin que le juge la dise bien ou mal fondée ».



Définition : Une prétention c'est la demande d'un plaideur au juge.
À titre d'exemple une demande en divorce.



Définition : Une demande se constitue des prétentions, elles sont l'objet de la demande. La demande est un acte juridique par lequel un « plaideur prend l'initiative d'un procès en soumettant au juge ses prétentions » (**art. 53 CPC**). Il peut s'agir d'une assignation ou d'une requête.

B) Le droit à un recours effectif

1) Le droit d'agir en justice

Le droit d'agir en justice est fondamental.

Il est confirmé par 3 arrêts : l'**arrêt Golder de la CEDH de 1975** au visa de l'article 6§1 au droit du procès équitable ; l'**arrêt Johnston de la CJUE de 1986** lequel indique que « le droit à un recours juridictionnel effectif » est un principe général du droit

communautaire qui découle des traditions constitutionnelles des États membres ; et la **décision du Conseil constitutionnel Polynésie française de 1993** qui consacre un droit d'exercer un recours effectif devant une juridiction ».

Il existe en France un régime de l'action juridictionnelle fixé par une **loi du 10 juillet 1991** pour avoir une protection efficiente du droit d'agir en justice. C'est l'**article 47 de la charte des droits fondamentaux** qui dispose « une **aide juridictionnelle** est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice ».

2) Le droit d'agir à tort

En principe, celui qui perd son procès n'engage pas sa responsabilité de ce seul fait (**art. 30 CPC**).

Cependant, l'**article 32-1 du Code de procédure civile** indique que « celui qui agit en justice de manière dilatoire ou abusive peut être condamné à une amende civile d'un maximum de 10 000 euros sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient réclamés ». La notion d'abus ne fait pas l'objet d'une définition tant on comprend ce qu'elle implique. Mais, le juge doit déterminer le contenu à chaque application selon les circonstances.

3) Nul n'est obligé d'agir en justice

Même si une personne a des prétentions recevables et bien fondées, elle n'a pas l'obligation de les soumettre au juge. Même s'il y a des exceptions comme le tuteur qui doit agir selon l'intérêt du pupille (**art.457 du C. civ**). La portée de cette règle est générale.



Attention : On trouve dans le droit des aménagements conventionnels du droit d'agir.

À titre d'exemple dans le Code civil, l'**article 2254 al1 du Code civil** indique « La durée de la prescription peut être agrégée ou allongée par accord des parties. Elle ne peut toutefois être réduite à moins d'un an ni étendue à plus de dix ans ».

II. Les conditions de l'action en justice



À retenir : Une seule condition pour agir : l'intérêt légitime

Cette condition se déduit de l'**article 31 du Code de procédure civile** : « l'action est ouverte à tous ceux qui ont un **intérêt légitime** au succès ou au rejet d'une prétention [...] ». On déduit de cet article deux conditions **l'intérêt à agir et la qualité pour agir**. Cependant, cet intérêt à agir se peut avoir lieu que si on a la qualité d'agir.

A) Le caractère direct et certain de l'intérêt à agir

Pour le **caractère certain**, il s'agit de ne recevoir que les actions portant sur des **intérêts nés et actuels**. Il n'est pas possible d'agir pour des intérêts éventuels.

Exceptions : **les actions interrogatoires** qui ont pour objet d'amener une personne à se prononcer avant le terme de son délai de réflexions et **les actions provocatoires** visant à conduire une personne à faire constater en justice les droits dont elle se prévaut ou à défaut y renoncer, sont exclues. De la même manière, la jurisprudence (**Cass. civ.1^{er}. 9 juin 2011 n° 10-10.348**) admet les actions déclaratoires en dehors de tout litige actuel et reconnaît la possibilité d'agir lorsque le risque existe, même si le dommage n'est pas réalisé. Ce qui signifie qu'il est **incertain**.

Concernant l'intérêt direct, il se confond avec la qualité pour agir.

B) Les personnes pouvant agir

1) La qualité pour agir du demandeur

La personne qui peut agir et celle qui a la qualité pour agir, c'est-à-dire dont les intérêts sont en cause.



Attention : Une même personne peut agir en des qualités différentes.



Exemple : Une même personne peut agir en qualité d'époux et d'héritier dans une même affaire.

2) L'habilitation

a) La représentation sans habilitation

La représentation sans habilitation c'est la situation dans laquelle le représentant introduit une action en justice au nom et pour le compte du représenté.



Exemple : un parent et son enfant.

La représentation avec habilitation est le cas où le représentant agit en son nom propre, mais pour le compte d'autrui.

b) L'habilitation à agir pour le compte d'autrui

Certaines personnes peuvent agir pour des intérêts plus larges : c'est notamment la défense des **intérêts collectifs**, par les syndicats et les ordres.

En ce sens, une organisation défend ses propres intérêts par la voie de ses représentants.

Les syndicats ont le droit d'agir pour défendre des intérêts individuels des salariés notamment la **loi du 2 août 1989** qui précise cette action.

Les syndicats et les ordres peuvent agir pour la défense d'une profession ou d'un secteur d'activité.

Concernant les associations, certaines ne sont organisées que dans un objectif de défendre les intérêts particuliers et leurs membres en les regroupant pour assurer une efficacité. La Cour de cassation, pour ces associations, accepte les recours individuels.

Pour les associations de consommateurs, elle peut agir pour obtenir la réparation d'un préjudice des consommateurs, contre un professionnel. **La loi du 18 janvier 1992** organise un champ d'action pour les associations de consommateurs. Les **articles L.623-1 et suivant du Code de consommation** (par une **loi du 14 mars 2016**) régissent les **actions de groupes**. Ce qui permet de prévoir l'organisation de la procédure pour que les victimes soient toutes ou non identifiées lors de l'introduction de l'instance alors que les modalités de jonction à l'instance et à la mise en exécutions des décisions.

Les associations de consommateurs agréées peuvent pour certaines hypothèses agir de manière incidente ou principale. C'est notamment le cas pour la suppression des clauses abusives, la cessation de comportement, la publication des condamnations, ou l'octroi de dommage-intérêt pour obtenir la réparation d'un préjudice collective.

La **loi du 18 novembre 2016** introduit l'**article 184** pour les **actions de groupe** en matière de santé. De même, les **articles L.142-2 et L.143-2-1 du Code de l'environnement** prévoient des actions de groupes. Ainsi que les **articles 87 et 88 de la loi** portent sur la protection des données personnelles.



Définition : Une action de groupe est une action engagée par une association non pas dans son intérêt personnel, mais dans l'intérêt de plusieurs personnes placées dans une situation similaire.

Ce qui signifie ayant subi un dommage causé par une même personne. Cette action peut être exercée soit en vue de la cessation du manquement soit de l'engagement de la responsabilité de la personne qui a causé le dommage pour obtenir réparation du préjudice ou bien pour ces deux fins.



À retenir : Les actions de groupes ne sont ouvertes que dans 6 cas :

- Réparation de préjudices individuels subis par des consommateurs
- Lutte contre les discriminations
- Lutte contre les discriminations à l'embauche en particulier
- Lutte contre les atteintes à l'environnement
- Réparation des préjudices causés par des médicaments
- Cessation des dommages causés par une violation de la **loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978.**

III. La compétence des juridictions



Définition : La compétence matérielle est le critère de détermination de la compétence d'une juridiction selon la matière traitée. La compétence territoriale est le critère de répartition de la compétence au regard du lieu.

La compétence est régie par l'**article 33 du Code de procédure civile.**

A) La compétence matérielle

1) Les compétences du tribunal judiciaire

La juridiction de procédure civile comprend des tribunaux judiciaires (TJ) qui se constituent des anciens tribunaux de grande instance, et de tribunaux d'instance.

Le TJ est compétent pour les actions civiles ou commerciales. Il est compétent en premier ressort pour des demandes supérieures à 5. 000 €. Un appel de la décision est possible. En dessous de ce montant, le jugement est rendu en premier et dernier ressort. Il connaît des compétences exclusives, par exemple concernant l'état des

personnes : mariage, filiation, etc. Dans ces domaines, il est possible d'avoir un appel si le montant de la demande dépasse le taux de ressort. Le président de la juridiction conserve la compétence de juge des référés et des requêtes au sein du TJ.

Les TJ ont des compétences dans des domaines tels que la propriété intellectuelle ou le droit de la concurrence ou encore des adoptions liées à l'international, contentieux sécurité sociale, contestation sur la nationalité (**art. L211-10 à 211-16 COJ**).

2) Les compétences exceptionnelles

Les juridictions se sont spécialisées : le tribunal de commerce, le conseil de prud'hommes et le tribunal paritaire des baux ruraux.

3) Les conflits de compétences

« Le juge de l'action est le juge de l'exception » (**art. 49- 52 CPC**). C'est à partir de la nature de la demande que la compétence de la juridiction est déterminée.

Cette règle s'applique aux moyens de défense et aux demandes incidentes.

Limite : la juridiction saisie à titre principal doit interroger la juridiction ayant la compétence exclusive sur la question par une question préjudicielle et surseoir à statuer.



Définition : Question posée par une juridiction incompétente sur un point à la juridiction compétente.

Une question préjudicielle générale permet d'interroger un autre ordre juridictionnel

Une question préjudicielle spéciale a lieu lors d'un questionnement d'une juridiction du même ordre.

Le conflit de compétence se trouve lors de la question de la modification du montant des demandes. Le montant des demandes se cumule s'ils ont attiré aux mêmes faits contre un même défendeur lors d'une même instance (**art. 34 à 41 CPC**).

Ce sont les demandes initiales qui vont déterminer la compétence. Ce qui signifie que les demandes incidentes et reconventionnelles ne changent pas la compétence.

Sauf, si une demande incidente est supérieure au taux de compétence, le juge peut ne statuer que sur la demande principale ou bien renvoyer les parties à mieux de pourvoir pour toutes les demandes, si une partie soulève l'incompétence. Sauf, lorsqu'une demande reconventionnelle en dommages-intérêts est fondée sur la demande initiale, le juge doit statuer, peu importe la somme.

Si l'une des demandes est supérieure à ce taux, le juge statue en premier ressort sur toutes les demandes, il peut se prononcer en dernier ressort si la seule demande qui excède le taux du dernier ressort est une demande reconventionnelle en dommages-intérêts fondée exclusivement sur la demande initiale.

B) La compétence territoriale

1) Le principe

L'**article 42 du Code de procédure civile** dispose « la juridiction territorialement compétente est, sauf disposition contraire, celle du lieu où demeure le défendeur »

Dans le cas où le défendeur ne demeure pas à un endroit, le demandeur doit saisir la juridiction de son propre domicile ou, s'il réside à l'étranger la juridiction de son choix.

La notion de demeure correspond au domicile ou lieu de résidence pour les personnes physiques. Et pour les personnes morales, il s'agit du choix d'un établissement disposant à sa tête d'une personne qui peut représenter une société. En cas de pluralité de défendeur, il s'agit de la faculté de choix d'une juridiction du lieu où demeure l'un des défendeurs.

2) Les tempéraments

- Concernant les litiges portant sur les immeubles, il faut privilégier la compétence territoriale de la juridiction de leur situation ;
- Concernant la succession, le contentieux dépend du tribunal du lieu du dernier domicile du défunt ;

- Pour les contrats, il est possible de saisir la juridiction du lieu de livraison de la chose ou encore celle du lieu d'exécution de la prestation ;
- Litige avec une action personnelle et sur un immeuble en matière mixte, le demandeur saisit soit le lieu ou demeure le défendeur ou le lieu de situation de l'immeuble ;
- En matière d'aliments et de contribution aux charges du mariage : le lieu ou demeure le créancier ;
- En matière de relation matrimoniale : avant le divorce : celle de la résidence de la famille. Ensuite : le tribunal du lieu de résidence de l'ex-époux ou celui en charge de la garde partagée ou celui de la résidence du parent chez qui résident les enfants.
- Pour les assurances, chaque type de dommage a permis d'aménager une compétence territoriale adaptée. Le principe c'est le domicile de l'assuré ou bien le lieu de situation des biens assurée concernant les immeubles ou sinistre.
- en matière prud'homale, le conseil compétent peut être au choix celui du lieu où est effectué la prestation de travail ou celui du domicile du salarié (si le travail est effectué hors de tout établissement) ou le lieu où le contrat a été signé ou le lieu d'établissement de l'employeur.

IV. Les sanctions des règles de compétences des juridictions

Question : Comment une juridiction peut être amenée à se prononcer sur sa compétence et ensuite savoir qui contrôle la position retenue et comment se fait se contrôle ?

Le Code prévoit le traitement de situations de litispendance et de connexité.



Définition : La litispendance est la situation dans laquelle une juridiction est saisie d'un litige déjà soumis à une autre juridiction.

Une connexité est une situation dans laquelle deux affaires devant deux juridictions ont un tel lien que dans un intérêt de bonne justice il est utile de les lier.

1) Les conditions et cas d'incompétence

a) Conditions

En principe, il appartient au défenseur de soulever les exceptions d'incompétence, mais le juge peut ou doit soulever d'office son incompétence.

b) Les cas d'incompétence

Lorsqu'une partie, en défense, soulève l'incompétence, elle doit le faire en même temps et avant toute défense au fond suivant l'**article 74 du Code de procédure civile** imposée aux exceptions de procédure.

Lorsque l'incompétence est relevée d'office par le juge. Par principe, l'assemblée plénière rappelle qu'il ne s'agit que d'une faculté. Il ne s'agit que d'une obligation lorsqu'un texte le prévoit expressément.

Concernant la compétence d'attribution, le juge ne peut relever d'office que les situations d'ordre public. Elle est réduite concernant les juridictions de recours. L'appel ou la cassation en matière d'incompétence ne peuvent être relevés que si la compétence ressort d'une juridiction répressive administrative ou étrangère.

Pour la compétence territoriale, le **Code de procédure dans son article 93** fait une différence entre la matière gracieuse et contentieuse. Pour la matière gracieuse, le juge est le seul à pouvoir relever l'incompétence du fait du défaut de défendeur. Pour la matière contentieuse, la présence du défendeur limite sa capacité d'intervention à

certaines domaines comme l'état des personnes ou la compétence exclusive de juridiction limitée par la loi.

B) Les recours et les solutions

Le **décret du 6 mai 2017 n° 2017-891** supprime le contredit. Cette réforme adapte les logiques antérieures et les adapte à l'appel. L'un des cas d'appel vise la situation dans laquelle le juge ne se prononce que sur sa compétence, et l'autre l'hypothèse dans laquelle le juge tranche sur la compétence et sur le fond de l'affaire.

1) Le dispositif

Le juge peut, dans un même jugement, par des dispositions distinctes se déclarer compétent et statuer sur le fond du litige (**art. 78 CPC**). Il est nécessaire pour le juge de recueillir les arguments des parties sur le fond. Si elles n'ont pas encore conclu sur le fond, il les mettra en demeure de le faire avant de rendre son jugement.

S'il ne se prononce pas sur le fond : la détermination de la compétence impose de trancher la question de fond, il doit statuer sur cette question.

S'il estime que l'affaire relève de la compétence d'une juridiction répressive, administrative, arbitrale ou étrangère : il renvoie les parties à mieux de pourvoir ou il désigne la juridiction qu'il estime compétente et cette désignation s'impose aux parties et à la juridiction désignée.

Lorsque la détermination de la compétence du juge conduit à trancher une question de fond, celle-ci n'étant pas la question au principal du dossier, le juge doit statuer par deux dispositions distinctes du jugement. Il doit trancher la question de fond dont dépend sa compétence. Les décisions sont susceptibles d'appel et le traitement de l'appel diffère selon que le juge ne tranche que sa compétence ou tranche également le litige. Elle peut décider d'évoquer le fond de l'affaire pour conduire une bonne justice et donner une solution définitive du litige.

Si le juge s'est déclaré compétent et en a jugé l'affaire, il peut être fait appel de l'ensemble du jugement. Si la cour infirme la compétence, elle statue tout de même sur le fond si elle est la juridiction d'appel compétence pour le faire. Sinon elle revoie l'affaire devant la Cour compétence. Si l'affaire avait été jugée en premier et dernier ressort, l'appel ne peut viser que la compétence. Sinon, celui-ci est irrecevable en

totalité, elle renverra l'affaire soit devant la première juridiction soit devant la juridiction compétente.

2) Le TJ

Le **décret du 11 déc. 2019** prévoit un régime dérogatoire propre au TJ inséré à l'**article 82-1 du Code de procédure civile**. Une partie ou le juge d'office peut relever une incompétence d'attribution interne au TJ. Les questions de compétence peuvent être réglées avant la première audience par mention au dossier.